

Le Dialogue de la dernière chance

● Des discussions politiques ont été ouvertes jeudi à Kinshasa pour trouver une solution à la crise.

● Joseph Kabila veut se maintenir au pouvoir après le 19 décembre.

● On craint des violences.

L'Eglise est à la manœuvre: "Le temps presse"

L'Eglise y arrivera-t-elle? Parmi les Congolais, chez les amis du Congo et dans les chancelleries, tout le monde a les yeux tournés vers elle: sa tentative d'obtenir un compromis politique pour empêcher l'ancienne colonie belge de tomber – une nouvelle fois – dans une spirale de violence incontrôlable rencontrera-t-elle le succès?

Séance inaugurale jeudi

Jeudi après-midi, une séance inaugurale solennelle a ouvert ces assises à Kinshasa, auxquelles doivent participer 15 délégués de ceux qui ont signé l'Accord du 18 octobre et 15 délégués de ceux qui s'y sont refusés. Ces derniers pensaient qu'il ne servait qu'à donner un blanc-seing pour maintenir Joseph Kabila au pouvoir au-delà de la fin de son dernier mandat légal, ce 19 décembre. Et les signataires de l'Accord du 18 octobre ont effectivement accepté ce maintien, jusqu'à une présidentielle annoncée pour "avril 2018" (sans garantie), en échange d'un poste de Premier ministre pour un signataire issu de l'opposition.

Le Rassemblement de l'opposition a appelé à manifester à partir du 19 décembre – légalement "couvert" par l'article 64 de la Constitution, qui enjoint aux Congolais de "faire échec à tout individu ou groupe d'individus qui prend le pouvoir par la force ou l'exerce en violation des dispositions" de la loi fondamentale.

Le 19 décembre et les prix du marché

Le pouvoir, quant à lui – qui n'a pré-

paré aucun dauphin pour succéder à M. Kabila, renforçant l'idée que celui-ci entend rester – a renforcé son arsenal répressif. Mais les pressions occidentales et des pays voisins le poussent à être plus conciliant. Du moins en apparence, car beaucoup soupçonnent qu'il cherche juste à gagner du temps, jusqu'à après les jours dangereux autour du 19 décembre.

Cependant, il a contre lui la conjonction de cette date avec les fêtes de fin d'année. Avec la rentrée des classes, c'est le moment où la population urbaine est la plus nerveuse parce qu'elle ressent le plus sa misère: en septembre, elle rêve d'un avenir meilleur pour ses enfants; en décembre, elle veut "fêter", manger de la viande – seule occasion de l'année pour le Congolais.

Or, la chute des prix miniers et l'incertitude politique ont fait plonger la monnaie congolaise, qui a baissé de 950 à 1250/1300 FC pour un dollar.

Cela suscite une hausse des prix malgré l'annonce gouvernementale selon laquelle les marchés seraient inondés de produits de consommation courante. L'agence APA citait ainsi mercredi le prix du sac de riz, passé en cinq jours de 23 000 à 28 750 FC.

Désaccord sur le nombre de délégués

Jeudi soir, des désaccords subsistaient à l'intérieur de chacun des deux camps participant aux assises de Kinshasa sur la répartition de leurs 15 délégués respectifs. "On ne peut plus ajouter personne", résistait le père Clément Makiobo, secrétaire exécutif de la Conférence des évêques (Cenco). De plus, indiquait-il à "La Libre Belgique", "le temps presse. Le programme est très

chargé et il faut que tout se passe avant le 19 décembre".

Selon le père Makiobo, "seuls les points de divergence seront discutés", soit le respect de la Constitution; le calendrier et le financement du processus électoral, ainsi que l'indépendance de la Commission électorale nationale indépendante; le fonctionnement des institutions durant la transition; les mesures de décrispation politique; le suivi de l'accord politique et la forme du compromis à trouver.

Marie-France Cros et Hubert Leclercq

Le pouvoir, soupçonné de vouloir gagner du temps, a contre lui la conjonction du 19 décembre avec les fêtes de fin d'année. Avec la rentrée des classes, c'est le moment où la population urbaine est la plus nerveuse parce qu'elle ressent le plus sa misère.

Fred Bauma: la Constitution offre la bonne réponse

C'est un jeune homme de 26 ans, à la voix douce et posée, qui réfléchit avant de répondre aux questions, toujours avec calme. Il y a quatre ans et demi, avec quelques amis, ce jeune licencié en gestion a fondé à Goma (Nord-Kivu, est du Congo) – *“qui a vu passer toutes les rébellions depuis 1996”* et souffre *“comme le reste du Congo, d'un manque criant d'infrastructures”* – l'ONG Lucha (Lutte pour le changement). Une lutte *“pour la dignité humaine et la justice sociale”, “pour que les jeunes puissent exprimer leur idéal pour l'avenir et y travailler. Parce qu'il ne suffit pas de se plaindre: nous sommes aussi responsables de notre situation si nous ne faisons rien pour y remédier”*.

Dix-sept mois de prison sans procès

Le jeune homme a déjà souffert pour cet idéal. Le 15 mars 2015, il est arrêté lors d'une conférence à Kinshasa sur l'engagement citoyen des jeunes. Deux mois plus tôt, le pouvoir a été surpris par d'importantes protestations contre ses projets en vue de maintenir le président Kabila au pouvoir au-delà du terme de son mandat, ce 19 décembre. Et quatre mois plus tôt, une révolte de citoyens a renversé le dictateur Blaise Compaoré, qui avait les mêmes projets, au Burkina Faso – dont viennent quelques-uns des orateurs. Une trentaine de personnes sont arrêtées; elles seront libérées – sauf Fred Bauma et Yves Makwambala, un informaticien de l'ONG Filimbi.

Tous deux resteront incarcérés sans jugement durant 17 mois – avant d'être mis en liberté provisoire le 29 août dernier après des pressions nationales et extérieures sur le gouvernement de Kinshasa. *“Mais nous restons accusés – c'est comme une épée de Damoclès au-dessus de nos têtes – d'atteinte à la sûreté de l'Etat et tentative de renversement d'un pouvoir légalement établi.”*

“Bye bye Kabila”

Pacifistes, les militants de Lucha⁽¹⁾ s'activent aujourd'hui, notamment avec la campagne “Bye bye Kabila”, pour que l'année 2016 offre, comme prévu, *“l'opportunité d'assister à une passation démocratique du pouvoir, ce qui n'est jamais arrivé au Congo depuis l'indépendance”*. *“Nous luttons pour une alternance démocratique”,* insiste Fred Bauma, *“donc pour des élections. Elles ne pourront avoir lieu d'ici au 19 décembre mais la Constitution prévoit un mécanisme en cas de vacance du pouvoir – ce*

qui sera le cas à partir du 20 décembre. C'est le président du sénat qui doit prendre la tête de l'Etat, pour 120 jours maximum, le temps de préparer l'élection présidentielle, sa seule tâche. C'est, selon nous, ce qui exprime le mieux ce que le peuple veut. Et cela s'est fait ailleurs.”

Quant à l'arrêt de la Cour constitutionnelle, qui autorise M. Kabila à passer outre les dispositions constitutionnelles en la matière, *“on ne peut pas le soutenir, parce qu'il viole la Constitution. Au Congo, la justice n'est pas indépendante; c'est un outil à la solde du gouvernement – qu'il s'agisse de la Cour constitutionnelle (qui vient de prendre une décision sans le quorum légal) ou des tribunaux participant à la répression des manifestations. Comme au Burundi, la Cour constitutionnelle est utilisée par le pouvoir pour se maintenir. Si les*

Occidentaux ne considèrent pas cette réalité, on risque de ne pas éviter de sombrer” dans la violence.

Toutefois, pas plus que le camp présidentiel, le Rassemblement de l'opposi-

tion ne propose de respecter la Constitution – qui ferait de Kengo wa Dondo,

président du Sénat, le Président de la transition. *“C'est une autre forme de violation de la Constitution”,* dit Fred Bauma.

“Nous sommes pour le respect de la Constitution, pas pour ouvrir un débat” sur d'autres formes de transition *“qu'il sera difficile de refermer”,* ajoute-t-il.

Des sanctions contre les binationaux

Enfin, Lucha est favorable à des sanctions contre les responsables des violations des droits de l'homme et ceux qui bloquent le processus électoral. Interdiction de visa, gel des avoirs, bien sûr, mais l'ONG a d'autres idées. Alors que de nombreux responsables congolais (*“au gouvernement, au Parlement, dans les services de sécurité et la justice”*) ont une nationalité européenne en plus de la congolaise (*“ce qui réduit à néant l'interdiction de visa”*), *“les pays européens doivent veiller à ce que ces ressortissants ne soient pas impliqués dans des violations des droits de l'homme au Congo et les tenir responsables devant les tribunaux européens”*. Et *“surveiller”* les entreprises européennes qui livrent de l'équipement lié à la répression des manifestants.

MFC

→ (1) L'ONG s'autofinance : ses membres (environ 10 000) paient un dollar par personne et par action. D'autres ONG ont fourni des avocats aux membres détenus.

La Constitution
“est, selon nous,
ce qui exprime
le mieux ce que
le peuple veut”.

FRED BAUMA

Activiste de la Lutte pour le changement (Lucha).

3 Questions à**HERMAN COHEN**

Ancien sous-secrétaire d'Etat américain chargé des affaires africaines dans l'administration Bush senior, entre 1989 et 1993.

1 Pensez-vous que Joseph Kabila et sa majorité soient prêts à céder tout ou partie du pouvoir à travers ce dialogue? Vous faites bien de parler de Kabila et de sa majorité, on pourrait même ajouter sa famille. Car le Président subit énormément de pression de la part de ses proches qui ne veulent pas perdre leur pouvoir, synonyme de business juteux.

2 En RDC, beaucoup pensent que l'arrivée de Donald Trump est une chose positive pour le pouvoir de Kabila? C'est une lecture très réductrice.

Tout le monde a annoncé que le futur président américain ne s'intéresserait pas à l'Afrique. Du coup, beaucoup se disent que les pressions et les sanctions seront abandonnées. Rien n'est plus faux. Les élus qui ont appuyé cette politique et qui continuent de le faire sont en grande majorité des Républicains. Ils auront l'oreille de l'administration du nouveau président.

3 Pensez-vous que Joseph Kabila puisse devenir un nouveau Mobutu et demeurer encore longtemps au pouvoir? Avec beaucoup d'imagination, on peut tout envisager. Mais soyons sérieux. Joseph Kabila va subir une pression internationale terrible pour quitter le pouvoir. Les Etats-Unis ont compris qu'il y aurait un glissement et que les élections n'auront pas lieu conformément aux dates prescrites dans la constitution. Les Améri-

cains ont entériné le fait qu'il y aurait une transition mais ils font pression sur Kabila pour qu'il quitte le pouvoir le plus vite possible. Et ils ne sont pas les seuls. La France, la Belgique et les Nations unies sont sur la même longueur d'onde. Il faut tout faire pour trouver une solution pacifique à cette crise politique, cela passe par des élections transparentes et donc le départ de Joseph Kabila qui ne peut constitutionnellement plus se présenter devant les électeurs. Il n'y a pas que des Occidentaux qui font pression sur lui. Le Congo-Brazzaville et l'Angola, surtout, sont actifs pour le persuader de quitter le pouvoir avant que la colère de la population ne débouche sur un scénario violent. Ces voisins du Congo-Kinshasa savent qu'ils pourraient aussi être contaminés par cette violence.
H.Le.